

Métiers des services financiers de La Poste

Le 7 février on occupe la banque !

■ Le 7 février à l'appel de trois syndicats représentant la majorité du personnel, les services financiers de La Poste sont en grève ■ Marre de l'externalisation de nos activités ■ Marre des suppressions d'emplois ■ Marre de la dégradation des conditions de travail ■ Après la fumisterie du grand dialogue, c'est à nous de jouer !

Sous traitance : Les activités disparaissent, les emplois aussi

La tendance est lourde, les dirigeants de LBP ont décidé d'accélérer la cadence de l'externalisation des activités. ATD, traitement des chèques, contentieux, les transferts d'activité se banalisent et s'intensifient vers des sous-traitants sous prétexte de mauvaise QS ou d'accroissement des volumes. C'est le résultat de l'imbécile stratégie des reprises d'emploi, c'est pourtant simple, plus il y a de boulot plus il faut re-cru-ter !

Objectifs inaccessibles, l'emploi est dans le collimateur

Déjà, lors de sa création en 2006, les patrons de la Banque Postale affichaient des prévisions funestes en matière d'emploi. Il fallait en supprimer 1000 par an pour atteindre les objectifs de rentabilité d'une «banque comme les autres». Six ans et deux crises financières plus tard, les profits attendus ne sont pas au rendez-vous de nos cupides patrons. La banque ne se porte pas pourtant pas si mal et n'est pas en danger comme on essaie de nous le faire croire. Pour ces gens là, il faut continuer à dégraisser, par tous les moyens et de préférence avec la bénédiction des «partenaires sociaux» pour faire passer le message aux «collaborateurs». Pour SUD PTT, hors de question de collaborer et encore moins à la destruction de l'emploi !

Défendre nos boulots, nos conditions de travail

Nous sommes témoins des restructurations de nos services, de la mise en place d'organisations du travail qui défient le bon sens, de gestions de flux qui nous échappent au gré d'une compétition malsaine entretenue entre les centres. Ca ne veut pas dire qu'on doit rester les bras croisés devant ces stratégies qui font perdre tout sens à nos métiers. La preuve est faite que ces apprentis-sorciers sont bien souvent incapables de répondre aux impératifs de qualité de service et d'intérêt général auxquels une banque publique est astreinte. A nous de renverser la vapeur et de créer le rapport de force.

Pour des rémunérations à la hauteur

Emploi, conditions de travail, sens du travail, ces revendications élémentaires en appellent une autre: nos salaires. Nos rémunérations méritent largement un rattrapage après des années d'austérité. Et de l'argent, il y en a ! On peut se faire une idée du niveau de nos exigences en relevant que notre «banque donneuse d'ordre» a versé 38 millions d'euros d'intéressement et participation à ses salarié-es depuis 2006. Ca correspondrait pour un-e postier-e à 280€/mois d'augmentation salariale pendant 6 ans. Une juste rétribution pour la force de travail qui fait tourner La Poste.

Toutes et tous ensemble en grève le 7 février, pour montrer notre détermination, notre ras le bol. On peut faire la différence et regagner le terrain perdu sur le terrain de l'emploi, des conditions de travail et des rémunérations !



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envièrges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34

site <http://www.sudptt.org> mail : sudptt@sudptt.fr